

« Le peuple français sait qu'il peut faire confiance à DE GAULLE ».

(L'Humanité, 16 Juillet 1943).

« Les travailleurs ne suivront pas les mauvais bergers qui leur conseillent l'alliance avec DE GAULLE ».

(La Vérité, 20 Mai 1942, sous le titre : « Deux ennemis des travailleurs français : LAVAL et DE GAULLE ».)

# LA VÉRITÉ

ORGANE DE DÉFENSE DES TRAVAILLEURS

PARTI COMMUNISTE INTERNATIONALISTE

SECTION FRANÇAISE DE LA 4<sup>e</sup> INTERNATIONALE

REDACTION, ADMINISTRATION, 100, RUE REAUMUR, PARIS (2<sup>e</sup>). GUT. 80-60.

C. C. P. PARIS 5479-17. — IMPRIME EN FRANCE.

## ALERTE A LA DICTATURE!

### Unité d'action ouvrière contre la menace gaulliste

#### La défaite électorale des partis ouvriers

Les résultats des élections municipales constituent pour les travailleurs de ce pays un terrible avertissement. D'après les statistiques du ministre socialiste de l'Intérieur qui essaie de masquer la défaite de son parti, le Parti Communiste Français perd 255.000 voix sur 1.698.000 en novembre 1946, soit 15 % de ses suffrages. Le Parti socialiste perd 170.500 suffrages sur 873.000, soit 19,4 % de ses suffrages. Ce recul est plus sensible encore car des socialistes ont fréquemment été élus sur les listes communes avec le M.R.P. et même avec le R.P.F. ; certains de leurs candidats, Betoulle à Limoges, Vergnolle à Paris, sont les élus directs de la réaction et du R.P.F.

Le P.C.F. recule dans 27 des 28 plus grandes villes de France et ne progresse légèrement qu'au Mans, tout frémissant encore des bagarres pour le ravalement. Il recule profondément dans les plus grandes villes comme Paris et Marseille.

Quant aux socialistes, c'est comme champions de l'anticommunisme qu'ils ont pu progresser dans trois grandes villes, mais partout ailleurs ils reculent en débandade, s'effondrant notamment des trois quarts dans des cités comme Nancy. Communistes et socialistes reculent dans tous les arrondissements de Paris et dans toutes les communes de la banlieue rouge. La plupart des grandes agglomérations tombent aux mains du R.P.F. : Paris, Marseille, Bordeaux, Lille, Nantes, Alger, Toulon, Saint-Etienne, Nancy, Reims, Grenoble, Le Mans, Angers, Mulhouse, Cannes, Strasbourg, Rennes, Rouen — toutes arrachées aux socialistes et aux communistes — sauf les trois dernières. A Lyon et au Havre, ils contrôlent pratiquement la municipalité.

Telle est la réalité brutale que ne peuvent cacher les redondances de l'« Humanité » ni les éphémères du « Populaire ». Il ne sert à rien de se mettre la tête dans le sable, comme l'autruche. Nous assistons à un recul sérieux des partis socialiste et communiste français, en même temps qu'au raz de marée des forces de réaction.

#### Qu'est-ce que le R.P.F. ?

Sans doute, le R.P.F. est encore hétéroclite. Il rassemble pêle-mêle tout ce que le pays compte de pourri ou de désorienté : les soi-disant démocrates et socialistes de l'U.D.S.R., les anciens socialistes-démocrates et naguère les alliés intimes de la S.F.I.O., les vieilles barbes effrayées du radicalisme, les dames patronesses et les sacristains du M.R.P., la poussière humaine qui grelotte de peur dans les églises, les tricolores pour que vive la France éternelle, les colonialistes, les évêques, les jeunes royalistes, les spéculateurs, les topazes, les chefs d'ilot, les journalistes qui flairent le vent, les travailleurs auxquels la politique chauvine du P.C.F. a fait perdre la boussole, les socialistes d'affaires, les anciens F.F. qui font aveuglément confiance à l'homme de paille, les collaborateurs qui le chargent de reprendre l'œuvre de Pétain, enfin les cadres authentiques du fascisme, les anciens cadres de la Rocque, les débris des organisations d'extrême droite, les hommes de Leclerc et de l'amiral d'Argenlieu qui se sont fait la main en Indochine.

Outre ceux-là, le R.P.F. regroupe aux urnes, derrière le seul nom du général providentiel, les petits commerçants exaspérés par le dirigisme bureaucratique de Philip, les paysans qui en ont assez des tracasseries administratives, les petits rentiers et les petites gens des villes écrasés par la montée vertigineuse des prix et jusqu'à de nombreux travailleurs écœurés par l'impuissance socialiste et communiste au point de mettre leurs espoirs dans un sauveur porteur d'étoiles — en tout près de 40 % des électeurs !

#### Le programme du général « sauveur »

Le programme de cet invraisemblable bric à brac se résume au programme du général Boulanger — dissolution, révision, constitution. Mais l'absence de programme est le propre de toutes les formations réactionnaires. Au pouvoir, leur tâche se résume à laisser faire les forces naturelles du régime capitaliste : laisser le patron exploiter l'ouvrier, les colons écraser les travailleurs indigènes, les eures et la presse pourrie chloroformer l'opinion, les trusts s'enrichir aux dépens du consommateur.

Il est donc vain de compter sur les réticentes « démocratiques » des bailleurs de fonds américains à subventionner un général de coup d'Etat, pointilleux sur les concessions dans les colonies et dangereux par les réactions ouvrières qu'il risque de provoquer.

Certes, le délabrement de la machine économique française interdit à de Gaulle toute politique d'autarcie et partant l'éclat et l'arrogance du type hitlérien. La dictature qu'il prépare ressemblerait aux dictatures des Etats vassaux et semi-coloniaux, du type balkanique ou portugais.

#### APPEL LANCÉ PAR LE BUREAU POLITIQUE DU P.C.I. ET LE BUREAU NATIONAL DES JEUNESSES SOCIALISTES

gaulliste serait mille fois plus terrible que sous le règne de Pétain. La Gestapo ne pouvait compter que sur de misérables groupes fascistes collaborateurs. Ces gens-là étaient isolés, obligés de se terrer dans l'ombre de leurs protecteurs étrangers. Demain, si les gaullistes prennent le pouvoir, ils auront des complices dans chaque maison, dans chaque atelier, au sein de chaque famille, comme dans l'Allemagne de Hitler.

#### Le fruit amer de la collaboration avec la bourgeoisie

Tel est le beau résultat de la politique de collaboration avec la bourgeoisie menée pendant trois ans par les grands partis qui se réclament de la classe ouvrière.

Ils ont dit aux ouvriers : « Produire d'abord. » Ils ont été obéis. La production a atteint le niveau de 1938. Mais seule la bourgeoisie en a bénéficié et a été renforcée.

Ils ont gouverné en gérants loyaux de la bourgeoisie, pour ne pas « effrayer les classes moyennes ». Les classes moyennes, auxquelles ils n'ont pu apporter aucune solution, se jettent aujourd'hui dans les bras du gaullisme.

Ils ont empêché les travailleurs de lutter pour leurs conditions d'existence ; le parti communiste a divisé et morcelé leurs luttes. Le parti socialiste s'est efforcé de briser les grèves en utilisant contre les grévistes la garde mobile et les gaz lacrymogènes.

Ils ont collaboré pendant trois ans avec les jésuites du M. R. P. qui, déjà, se vantent d'avoir préparé et rendu possibles les lendemains meilleurs.



Les fils emmènent, parmi tant d'autres, un travailleur du P.C.I. qu'ils viennent d'assommer...

Ils ont enchaîné les masses coloniales devant les colons gaullistes, votés des budgets pléthoriques pour l'état-major gaulliste de l'armée, désarmés les milices populaires au profit de la police gaulliste.

Ils ont hissé sur le pavois le général monarchiste de Gaulle. Aujourd'hui, de Gaulle utilise contre eux la légende dont ils l'ont auréolé et s'appretent à proscrire le P. C. F. au nom des mêmes préjugés chauvins qu'il a lui-même cultivés dans les masses.

Tant que les masses ont été seules à souffrir de leurs trahisons, les responsables communistes français et socialistes s'en sont moqués. Aujourd'hui, ils commencent à sentir passer sur leurs épaules le vent de la panique. Il ne s'agit pas pour nous de défendre leurs sinécures, mais d'écraser la menace de la dictature réactionnaire qui pèse sur l'ensemble des travailleurs de ce pays.

En 1934, l'énergie « républicaine » de Daladier, vantée par Léon Blum, n'a pas duré vingt-quatre heures, avant qu'il ne cède la place à Doumergue et Pétain, réclamés par l'éméute fasciste. En 1940, dans leur immense majorité, les parlementaires « républicains » offraient le pouvoir à Pétain. En 1947, les « vrais » républicains s'appretent à le laisser à de Gaulle. De Gaulle a déjà commencé à leur dicter ses volontés. L'interrègne durera seulement le temps de liasser les Ramadier et compagnie, grotesquement drapés dans la redingote de Waldeck-Rousseau, achever de discréditer le régime. Ces messieurs obéiront tôt ou tard. Sans doute Vincent Auriol lui-même appellera de Gaulle, comme Albert Lebrun a appelé Pétain. Le général n'aura pas même besoin d'avoir recours, pour un coup d'état, à l'armée « républicaine » et à la police « républicaine » qu'ont entretenus Maurice Thorez et Léon Blum. Ainsi pourra passer, en toute « légalité », la dictature gaulliste. Voilà où mène le crétinisme parlementaire des grands partis ouvriers.

#### Les alliés « socialistes » du gaullisme

Chacun sait que bon nombre de soi-disant socialistes sont depuis longtemps en rapport avec le mouvement gaulliste : les Le Troquer et les Gorse, les Lacoste et les Vergnolle. Mais c'est la majorité du parti socialiste qui, par arrivisme et anticommunisme, n'a pas hésité à ambolter le pas au R. P. F. Les socialistes ne se contentent plus, comme ils ont fait pour Hitler, de laisser passer la réaction. Nombre d'entre eux vont plus loin et s'allient cyniquement avec les partisans de la pure dictature antiouvrière. Une telle politique doit être dénoncée comme criminelle. Ceux qui la pratiquent doivent être chassés honteusement de toutes les organisations et de toutes les réunions ouvrières.

Cette politique de collaboration avec le R. P. F. trouve, il est vrai, sa prétendue justification dans la théorie de la « troisième force » mise en avant par les « gauchistes » comme Marceau Pivert. Sous prétexte de sauvegarder leur indépendance totale entre le R. P. F. et les communistes, comme entre Washington et Moscou, Marceau Pivert et la Fédération de la Seine mettent le signe égal entre l'ouvrier communiste et le milicien du R. P. F. Comme conclusion de cette belle théorie, ils n'hésitent pas à recommander de faire élire, de préférence aux communistes, les M. R. P. et radicaux, qui composent, paraît-il, cette troisième force.

Il est savoureux de voir prôner aujourd'hui la même politique sous la plume de soi-disant anarchistes. Ils prétendent, bien entendu, que leur troisième force n'est pas au milieu, comme celle de Marceau Pivert, mais en face des deux autres. C'est là une phrase creuse. Quand les travailleurs communistes sont aux prises avec les bandes gaullistes, rester en face, à regarder la bataille, c'est le fait de lâches ou d'inconscients.

La force ouvrière est intacte

En réalité, seule la classe ouvrière peut faire barrage à de Gaulle. Sa force est encore intacte. Le bloc des travailleurs a fait, au cours des grèves de ces derniers mois, la preuve décisive de sa puissance.

Malgré la stratégie de division imposée par les dirigeants syndicaux, parfois malgré ces dirigeants, tous les mouvements ont été victorieux. Victorieux, les métallos. Victorieux, les menuisiers et les boulangers. Victorieux, les cheminots. Victorieux, à la veille des élections, les travailleurs des transports parisiens, malgré Ramadier, sa presse, et sa radio, ses briseurs de grève et ses gardes mobiles.

Ce sont eux qui représentent la force réelle, non les chaisières de l'église Saint-Eustache ou les colons en retraite. Que demain les cheminots et les postiers, les métallos et les transporteurs se mettent en grève, le R. P. F. ne trouvera pas de mécaniciens pour faire marcher les trains, pas de chauffeurs pour conduire les autobus, pas de postiers pour transmettre ses dépêches. C'est cette force gigantesque qu'il faut rassembler, organiser, galvaniser et préparer à l'action.

Si la classe ouvrière reprend confiance et passe à l'offensive, si elle montre aux classes moyennes qu'elle est capable, en rompant avec la bourgeoisie, de leur venir en aide, alors les troupes du gaullisme se dissocieront rapidement. Alors le gaullisme reculera en désordre, aussi vite qu'il a progressé.

#### Unité d'action ouvrière

C'est l'unité d'action de tous les travailleurs dans leur lutte qui fera reculer la menace bonapartiste.

Qu'on ne nous dise pas que l'unité d'action est impossible avec le parti totalitaire de Thorez ou le parti contre-révolutionnaire de Ramadier. Personne ne demande à Marceau Pivert de se faire devant les atteintes stalinienne à la démocratie, ni au P. C. F. de se taire devant la politique prométhéenne du parti de Marceau Pivert. Nous-mêmes, nous n'avons pas l'intention d'abandonner notre droit de critique à l'égard de la politique de Thorez, de Ramadier ou de Marceau Pivert, qui désarme la classe ouvrière face à la bour-

OCTOBRE 1947...



Les mêmes flics chargent des travailleurs du P.C.F. Voir l'éditorial d'Albert Demazière.

geoisie et à la réaction. Mais là n'est pas la question. Les masses travailleuses donnent leur confiance, dans leur immense majorité, au parti socialiste, et surtout au parti communiste français — seulement dans une proportion beaucoup plus faible aux anarchistes et aux trotskystes. Si, dans les semaines qui suivent, l'unité d'action ne se réalise pas, et en premier lieu entre socialistes et communistes français, les discours sur la « résistance au désarmer » ne seront que des phrases creuses.

C'est pourquoi il faut saluer les courageux militants du parti socialiste comme Yves Dechezelles, ancien secrétaire général adjoint du parti socialiste, qui refusent de se faire les complices du R. P. F. et appellent à l'unité d'action. Renoncer à l'action commune avec les organisations telles qu'elles sont, qui représentent la majorité de la classe ouvrière, c'est renoncer à voir la classe ouvrière entrer en lutte contre le gaullisme. C'est accepter la capitulation sans combat.

Ceux qui, à l'heure actuelle, mettent le signe égal entre le P. C. F. et le R. P. F., ceux qui refusent l'unité d'action, ceux qui ne veulent pas bouger le petit doigt pour la mettre en œuvre, ceux-là sont des imbéciles ou des traîtres.

L'unité d'action ne doit pas être ravalée au rang de la cuisine municipale ou politicienne. Il s'agit de s'entendre sur l'action à mener pour protéger les organisations ouvrières, défendre le niveau de vie des masses travailleuses, écraser ensemble les candidats à la dictature réactionnaire.

#### Défense en commun des organisations ouvrières

Dès maintenant, les gaullistes ferment leurs parapluies et arment leurs paraboliques. Deux jeunes communistes français viennent de tomber, un à Nîmes, l'autre à Hénin-Liétard. C'est un commencement. Déjà, le roquet gaulliste qui répond au nom de Nocher appelle au meurtre. Demain, miliciens libérés et ex-Leclercs semeront la terreur contre toutes les organisations ouvrières. Il faut se défendre immédiatement.

(Lire la suite en deuxième page)

#### Wagram 1946 - Wagram 1947...

6 DECEMBRE 1946 : le P.C.I. avait tenu à la salle Wagram, à Paris, un meeting de protestation contre les massacres d'Indochine. A la dernière minute, le ministre socialiste de l'Intérieur nous notifiait que la réunion était interdite, à la demande « de plusieurs ministres, afin que l'opinion publique ne soit pas troublée ».

Un mois et demi plus tard, un nouveau meeting de notre parti est interdit : nouveaux matraques, nouvelles arrestations. « La Vérité » alerte l'opinion ouvrière : son avant-garde révolutionnaire est frappée par le gouvernement et ses fils, mais ce ne sont là que les premiers coups. Demain, disons-nous, LES MILITANTS DU P.C.F. ET D'AUTRES TRAVAILLEURS seront atteints par les matraques de la police « républicaine » aux ordres du gouvernement.

Les contre-manifestants sont chargés et matraqués par la police et par les gardes mobiles : des dizaines de blessés, de nombreuses arrestations. Un même scénario sanglant, une même politique à deux stades différents. Hier, socialistes et communistes français étaient d'accord avec les partis bourgeois.

28 OCTOBRE 1947 : le parti communiste français organise aux alentours de la salle Wagram une manifestation de protestation contre un meeting tenu par des fascistes qui se prétendent et représentent des peuples opprimés de l'U.R.S.S. Ce meeting a naturellement été autorisé par le même ministre socialiste de l'Intérieur. Depeux, qui avait interdit les deux autres.

pour faire matraquer les travailleurs rassemblés par le P.C.I. Aujourd'hui, les stalinistes ne sont plus au gouvernement, et le parti socialiste, plus que jamais allié peureusement aux partis bourgeois, fait briser les crânes des militants du P.C.F.

ET DEMAIN, SI CES MESSEURS POURSUIVENT LEUR POLITIQUE, LES MILITANTS DU PARTI SOCIALISTE EUX-MEMES, EN MEME TEMPS QUE TOUS LES TRAVAILLEURS, QUI S'OI EN TROTSKISTES, STALINIENS, ANARCHISTES OU SIMPLES CEGETISTES, SERONT FRAPPES PAR LA POLICE

#### ... deux étapes d'une politique anti-ouvrière

AUX ORDRES DE DE GAULLE ET PAR LES BANDES FASCISTES DE CE DERNIER. Nous n'avons garde de nous réjouir que des dirigeants du P.C.F. aient été blessés sur les mêmes lieux où nos propres dirigeants l'avaient été sur leurs ordres. Car tous les coups ÉTAIENT DIRIGÉS CONTRE LA CLASSE OUVRIÈRE. Quand celle-ci ne trappe pas son ennemi de classe, elle ne fait alors que fabriquer les vengés qui serviront aux exploités et à leurs valets pour la fouter.

Pendant ce temps, le crétinisme parlementaire des dirigeants dités ouvriers bat son plein — pendant que les mobiles chargés et que de Gaulle s'organise DANS LA RUE. Duels, républicain « inquiet », affirme théâtralement que le peuple ne permettra pas la dictature ». Ceci dit du haut de la tribune de la Chambre, après qu'il ait soigneusement mis au point avec ses amis la stratégie, qui devait éviter la grève générale.

Les chefs stalinistes sont en réalité complètement passifs devant l'offensive conjuguée de Ramadier-la-misère et de de Gaulle-la-trique. Ils sont « inquiets ». Mais les travailleurs ont besoin d'un parti et d'hommes responsables qui fassent autre chose que formuler des inépuables.



# Merte à la dictature !

(Suite de la première page.)

Il faut que nous soyons prêts à rendre coup pour coup. Les travailleurs communistes vont mesurer plus que jamais le crime qu'a commis Maurice Thorez, en 1945, quand il a fait dissoudre et désarmer les milices populaires. Il faudra désormais faire appel à leurs anciens responsables pour encadrer la résistance populaire.

## Protéger les grèves !

La réaction va s'efforcer d'infliger à la classe ouvrière une défaite sur le terrain même de l'entreprise, en utilisant non seulement la division syndicale, la complicité des autonomes et les jaunes, mais aussi la violence, couverte ou non d'un semblant de légalité. Cette violence doit rencontrer une riposte immédiate et décisive. Il faut organiser des piquets de grève massifs, encadrés par les anciens des P.T.T. et des milices populaires.

Dès qu'une entreprise est attaquée, toutes les sirènes doivent entrer en action et appeler l'ensemble des travailleurs des usines voisines. Toutes les usines doivent débrayer et envoyer des renforts aux ouvriers menacés.

Il faut à tout prix faire respecter le droit de grève.

## Comités populaires de vigilance !

La désunion des partis « ouvriers » a livré au R. P. F. la plupart des grandes villes et des cités ouvrières. C'est un atout terrible pour la répression gaulliste, pour le sabotage des grèves et pour un éventuel coup de force. Face à ces municipalités, qui vont constituer localement les postes de commandement de la réaction, les organisations ouvrières doivent rassembler leurs forces en un « Comité populaire de vigilance » qui veillera au grain, préparera la riposte et constituera le centre nerveux des organisations ouvrières dans chaque commune.

## A la prise du pouvoir par de Gaulle,

### opposer la grève générale.

L'expérience du 12 février 1934, entre cent autres, montre que seule la grève générale peut casser les reins à une tentative de dictature. La riposte doit être immédiate non seulement si le général s'ouvre un chemin par la force, mais aussi bien si les portes lui sont lâchement ouvertes comme elles l'ont été pour Pétain. Mais la menace restera vaine, comme en janvier 1933 devant Hitler, si la grève générale n'est pas mise au point systématiquement dès maintenant et si l'on n'a préparé pas les lendemains. Cela signifie d'abord qu'il faut casser toute politique de scission syndicale, renforcer, au contraire, la C. G. T., exiger la démocratie syndicale en son sein, y combattre la passivité, y renforcer la tendance révolutionnaire.

## Grève générale pour le minimum vital !

Mais il serait stupide d'attendre l'attaque gaulliste. La meilleure défense, c'est l'offensive. La classe ouvrière doit intensifier sa contre-offensive pour des conditions humaines d'existence. Cette contre-offensive doit être généralisée. Les luttes fractionnées et isolées mènent à des victoires sans lendemain, ne font qu'enlever la classe ouvrière, émusser sa combativité.

Avec la complicité des pouvoirs publics, le coût de la vie a monté de 40 % depuis juin.

Il faut imposer UN VÉRITABLE MINIMUM VITAL pour l'ensemble des travailleurs. GARANTIR PAR L'ECHELLE MOBILE ET LE CONTROLE DES PRIX. Pour cela, il faut porter un coup décisif, toutes les corporations ensemble. C'est ce qu'ont compris les travailleurs parisiens et de nombreuses régions de province. C'est ce qu'expriment excellentement, par exemple, les résolutions des usines Chausson. Il ne s'agit pas d'un coup de poing sur la table pour une démonstration spectaculaire en direction du Parlement. Il faut préparer la grève générale JUSQU'À LA VICTOIRE.

## Le programme du gouver-

### nement de Front unique

A ceux qui prétendent que la grève générale amènerait la chute du gouvernement et ouvrirait par là la route à l'aventure, nous répondons que c'est la politique de ce gouvernement qui rend impuissante qu'il frate la voie au gaullisme. La grève générale, si elle est menée par le gouvernement du marais, sous sa poussée, il sera remplacé non par un gouvernement plus réactionnaire, mais par le gouvernement du front unique. Les partis ouvriers, les masses devront lui imposer un programme énergique, anti-gaulliste et anticapitaliste. Elles se rappelleront, en effet, que de Gaulle, financé par le patronat, ne pourrait développer sa propagande si l'armature économique du capitalisme avait été détruite par l'expropriation des trusts.

Un tel gouvernement, appuyé sur la C. G. T., les organisations ouvrières, les comités de vigilance, ne pourrait se contenter de déclarations verbales sur la défense de la République.

Ce gouvernement devrait mettre à son programme :

— La défense du niveau de vie des masses par la détermination d'un véritable minimum vital, garanti par l'échelle mobile et le contrôle ouvrier sur la production et les prix.

Ce minimum vital, il l'assurerait en réduisant massivement les crédits militaires, ce qui signifierait renoncer au service de dix-huit mois, cesser l'occupation de l'Allemagne et arrêter immédiatement la guerre contre le Viet-Nam.

Un tel gouvernement, un tel programme rallieraient non seulement la classe ouvrière, mais encore les masses petite-bourgeoises et paysannes. Son maintien serait assuré par la volonté et l'action des travailleurs mobilisés pour le soutien dans ses réalisations, qui les soustrairaient à l'influence des gros industriels, de la finance française ou américaine, des généraux et des curés.

Ce gouvernement trouverait immédiatement l'alliance des masses coloniales contre les gros colons et les spéculateurs du R. P. F. Qui ne comprendrait l'importance d'une pareille alliance en Algérie, par exemple ? Alors que le parti du peuple algérien de Messali Hadj vient d'être plébiscité par les masses algériennes, la municipalité d'Alger passe aux mains des gaullistes, par le jeu du statut infâme de l'Algérie, qui donne aux colons français une écrasante prépondérance sur les masses indigènes !

## Unité révolutionnaire

Dans chaque action commune, décidée en plein accord contre l'ennemi capitaliste et gaulliste, les militants révolutionnaires seront au premier rang et disciplinés. Ils ne cessent de montrer la voie de l'action directe, sans compromissions avec la bourgeoisie. Les capitulations et les trahisons des grands partis qui se réclament de la classe ouvrière ont coûté cher aux travailleurs. C'est pourquoi nous vous disons : Il faut rompre avec les États-majors qui conduisent les travailleurs à la défaite. C'est pourquoi la Jeunesse socialiste a rompu avec le parti de Ramadier. C'est pourquoi la Jeunesse socialiste et le parti communiste internationaliste s'engagent dans la voie de l'unité révolutionnaire. C'est pourquoi, d'un bout à l'autre du pays, de Besançon à Decazeville, de Montluçon à Cherbourg, les militants révolutionnaires rompent avec le P. S. et le P. C. F., constituent des comités de regroupement révolutionnaires. Plus nous avançons devant la faillite du stalinisme et la trahison du réformisme, les travailleurs révolutionnaires doivent venir avec nous, former le grand parti révolutionnaire de demain.

## Travailleurs !

### Travailleuses !

Nous ne devons plus perdre un jour si nous voulons empêcher la suppression de nos libertés, si nous ne voulons pas revoir les camps de concentration.

Assez des blocs avec la bourgeoisie et des violences entre travailleurs ! Il faut renverser immédiatement la vapeur. Socialistes, communistes français, anarchistes et révolutionnaires !

L'heure est venue de rassembler l'ensemble des forces ouvrières pour barrer la route à de Gaulle, par la grève générale, et préparer le gouvernement ouvrier et paysan.

## Unité d'action immédiate !

### Front ouvrier pour balayer le gaullisme !

# Quand les Postiers, les Fonctionnaires et tous les Travailleurs SONT PRÊTS À L'ACTION LA GREVE GENERALE S'POSE

Le personnel des P. T. T. a montré récemment qu'il savait combattre pour ses conditions d'existence. Les travailleurs de cette corporation des fonctionnaires ont à leur actif la première grande grève de la Libération, grève qui fit naître un grand espoir au sein de la classe ouvrière tout entière, grève qui secoua d'émotion les bonzes de la C. G. T.

Les postiers surent se donner une véritable organisation de combat en élisant démocratiquement les comités de grève, donnant ainsi un magnifique exemple de direction ouvrière de lutte à tous les travailleurs.

Cette grève qui s'achève avec un succès sans précédent par la mobilisation de la classe ouvrière pour la conquête d'un pouvoir d'achat décent et garanti.

Elle fut vite limitée à des revendications corporatives par des revendications sociales de faire leur propre politique que de pousser plus loin en avant les revendications de la base.

Que valent les 20 p. 100 des dirigeants syndicaux de la Fédération croient d'être bousculés à l'arrière et d'être balayés. C'est pourquoi, poussés par la base qui veut pouvoir vivre décemment de son salaire, ils mettent en avant une revendication que nous soutenons, comme nous soutenons toute revendication susceptible d'améliorer le sort des travailleurs : nous restons, avec beaucoup de camarades postiers, mécontents quant aux résultats. Car les 20 % sur un minimum vital qui restait à fixer nous semblent beaucoup plus un prétexte à délégations spectaculaires et à résolutions rouflaquettes, que le désir profond d'être les champions des aspirations des travailleurs. Si l'on veut remplir ces vœux, il faut au moment même où tous les fonctionnaires et les travailleurs des services publics, sociaux, les travailleurs de toutes les corporations dans les industries privées, réclament le minimum vital, pourquoi ne pas fixer ce minimum vital à un véritable minimum vital et engager l'action générale pour le réclamer immédiatement avec sa généralité, à l'ensemble des salariés, retraités et pensionnés.

Les revendications de corporations que la C.G.T., à travers les directions des Fédérations, défend à l'heure actuelle, nous semblent secondaires. Pendant que luttaient les travailleurs du Métro, on négociait les satisfactions partielles pour les employés du gaz de l'électricité, puis avec les cheminots, etc. Nous connaissons déjà la façon dont les dirigeants ont essayé de rouvrir et à la bourgeoisie de préparer tranquillement son offensive réactionnaire.

Les travailleurs ne doivent pas permettre que se renouvelle le coup de l'indépendant l'assemblée des députés (des communistes français) dans un véritable minimum vital, garanti alors au gouvernement. Il faut plutôt le minimum vital à 7.000 francs et reporté sur un calcul définitif le 1<sup>er</sup> juillet de cette année. Celui qui, avec l'accord des dirigeants de la C.G.T., fut reculé de nouveau au 1<sup>er</sup> décembre.

Un même désir anime tous les travailleurs, du facteur au bouvier, du médecin au terrassier, de la dactylo au comptable : obtenir un pouvoir d'achat garanti.

Pour combattre le patronat et son homme : de Gaulle, la grève générale est le véritable minimum vital, garanti par l'échelle mobile et le contrôle ouvrier s'impose. Le temps n'est plus aux menueurs de discussion.

## Manœuvres de division chez Berliet

### Où sont les responsables ?

Le bulletin d'entreprise P. C. F. « Le Mécano », daté du 15 octobre, dans un article intitulé « Attention, les fascistes ! », lance, sous la signature d'un nommé Minet, des accusations contre des camarades de l'usine.

Parmi ceux-ci : Bardin, directeur technique, Montell, contrôleur à la B.C. 3, ancien directeur de l'atelier, militant d'avant-garde.

Dégonflage... Le samedi suivant, à 12 heures, B.C. 3 fut convoqué par Montell à l'assemblée générale. Minet n'est pas l'auteur de ces accusations. Il se fit remplir d'un bulletin de la section stalinienne, Germain. N'ayant pu faire la preuve des colonnismes de son adversaire, ce dernier se fit copieusement humilier.

La réaction de Bardin fut tout autre. Il fut convoqué par Montell à l'assemblée générale de la B.C. 3, devant tout le personnel de l'usine. Minet n'est pas l'auteur de ces accusations. Il se fit remplir d'un bulletin de la section stalinienne, Germain. N'ayant pu faire la preuve des colonnismes de son adversaire, ce dernier se fit copieusement humilier.

La réaction de Bardin fut tout autre. Il fut convoqué par Montell à l'assemblée générale de la B.C. 3, devant tout le personnel de l'usine. Minet n'est pas l'auteur de ces accusations. Il se fit remplir d'un bulletin de la section stalinienne, Germain. N'ayant pu faire la preuve des colonnismes de son adversaire, ce dernier se fit copieusement humilier.

La réaction de Bardin fut tout autre. Il fut convoqué par Montell à l'assemblée générale de la B.C. 3, devant tout le personnel de l'usine. Minet n'est pas l'auteur de ces accusations. Il se fit remplir d'un bulletin de la section stalinienne, Germain. N'ayant pu faire la preuve des colonnismes de son adversaire, ce dernier se fit copieusement humilier.

La réaction de Bardin fut tout autre. Il fut convoqué par Montell à l'assemblée générale de la B.C. 3, devant tout le personnel de l'usine. Minet n'est pas l'auteur de ces accusations. Il se fit remplir d'un bulletin de la section stalinienne, Germain. N'ayant pu faire la preuve des colonnismes de son adversaire, ce dernier se fit copieusement humilier.

La réaction de Bardin fut tout autre. Il fut convoqué par Montell à l'assemblée générale de la B.C. 3, devant tout le personnel de l'usine. Minet n'est pas l'auteur de ces accusations. Il se fit remplir d'un bulletin de la section stalinienne, Germain. N'ayant pu faire la preuve des colonnismes de son adversaire, ce dernier se fit copieusement humilier.

La réaction de Bardin fut tout autre. Il fut convoqué par Montell à l'assemblée générale de la B.C. 3, devant tout le personnel de l'usine. Minet n'est pas l'auteur de ces accusations. Il se fit remplir d'un bulletin de la section stalinienne, Germain. N'ayant pu faire la preuve des colonnismes de son adversaire, ce dernier se fit copieusement humilier.

La réaction de Bardin fut tout autre. Il fut convoqué par Montell à l'assemblée générale de la B.C. 3, devant tout le personnel de l'usine. Minet n'est pas l'auteur de ces accusations. Il se fit remplir d'un bulletin de la section stalinienne, Germain. N'ayant pu faire la preuve des colonnismes de son adversaire, ce dernier se fit copieusement humilier.

La réaction de Bardin fut tout autre. Il fut convoqué par Montell à l'assemblée générale de la B.C. 3, devant tout le personnel de l'usine. Minet n'est pas l'auteur de ces accusations. Il se fit remplir d'un bulletin de la section stalinienne, Germain. N'ayant pu faire la preuve des colonnismes de son adversaire, ce dernier se fit copieusement humilier.

La réaction de Bardin fut tout autre. Il fut convoqué par Montell à l'assemblée générale de la B.C. 3, devant tout le personnel de l'usine. Minet n'est pas l'auteur de ces accusations. Il se fit remplir d'un bulletin de la section stalinienne, Germain. N'ayant pu faire la preuve des colonnismes de son adversaire, ce dernier se fit copieusement humilier.

La réaction de Bardin fut tout autre. Il fut convoqué par Montell à l'assemblée générale de la B.C. 3, devant tout le personnel de l'usine. Minet n'est pas l'auteur de ces accusations. Il se fit remplir d'un bulletin de la section stalinienne, Germain. N'ayant pu faire la preuve des colonnismes de son adversaire, ce dernier se fit copieusement humilier.

La réaction de Bardin fut tout autre. Il fut convoqué par Montell à l'assemblée générale de la B.C. 3, devant tout le personnel de l'usine. Minet n'est pas l'auteur de ces accusations. Il se fit remplir d'un bulletin de la section stalinienne, Germain. N'ayant pu faire la preuve des colonnismes de son adversaire, ce dernier se fit copieusement humilier.

La réaction de Bardin fut tout autre. Il fut convoqué par Montell à l'assemblée générale de la B.C. 3, devant tout le personnel de l'usine. Minet n'est pas l'auteur de ces accusations. Il se fit remplir d'un bulletin de la section stalinienne, Germain. N'ayant pu faire la preuve des colonnismes de son adversaire, ce dernier se fit copieusement humilier.

La réaction de Bardin fut tout autre. Il fut convoqué par Montell à l'assemblée générale de la B.C. 3, devant tout le personnel de l'usine. Minet n'est pas l'auteur de ces accusations. Il se fit remplir d'un bulletin de la section stalinienne, Germain. N'ayant pu faire la preuve des colonnismes de son adversaire, ce dernier se fit copieusement humilier.

La réaction de Bardin fut tout autre. Il fut convoqué par Montell à l'assemblée générale de la B.C. 3, devant tout le personnel de l'usine. Minet n'est pas l'auteur de ces accusations. Il se fit remplir d'un bulletin de la section stalinienne, Germain. N'ayant pu faire la preuve des colonnismes de son adversaire, ce dernier se fit copieusement humilier.

La réaction de Bardin fut tout autre. Il fut convoqué par Montell à l'assemblée générale de la B.C. 3, devant tout le personnel de l'usine. Minet n'est pas l'auteur de ces accusations. Il se fit remplir d'un bulletin de la section stalinienne, Germain. N'ayant pu faire la preuve des colonnismes de son adversaire, ce dernier se fit copieusement humilier.

La réaction de Bardin fut tout autre. Il fut convoqué par Montell à l'assemblée générale de la B.C. 3, devant tout le personnel de l'usine. Minet n'est pas l'auteur de ces accusations. Il se fit remplir d'un bulletin de la section stalinienne, Germain. N'ayant pu faire la preuve des colonnismes de son adversaire, ce dernier se fit copieusement humilier.

La réaction de Bardin fut tout autre. Il fut convoqué par Montell à l'assemblée générale de la B.C. 3, devant tout le personnel de l'usine. Minet n'est pas l'auteur de ces accusations. Il se fit remplir d'un bulletin de la section stalinienne, Germain. N'ayant pu faire la preuve des colonnismes de son adversaire, ce dernier se fit copieusement humilier.

La réaction de Bardin fut tout autre. Il fut convoqué par Montell à l'assemblée générale de la B.C. 3, devant tout le personnel de l'usine. Minet n'est pas l'auteur de ces accusations. Il se fit remplir d'un bulletin de la section stalinienne, Germain. N'ayant pu faire la preuve des colonnismes de son adversaire, ce dernier se fit copieusement humilier.

La réaction de Bardin fut tout autre. Il fut convoqué par Montell à l'assemblée générale de la B.C. 3, devant tout le personnel de l'usine. Minet n'est pas l'auteur de ces accusations. Il se fit remplir d'un bulletin de la section stalinienne, Germain. N'ayant pu faire la preuve des colonnismes de son adversaire, ce dernier se fit copieusement humilier.

La réaction de Bardin fut tout autre. Il fut convoqué par Montell à l'assemblée générale de la B.C. 3, devant tout le personnel de l'usine. Minet n'est pas l'auteur de ces accusations. Il se fit remplir d'un bulletin de la section stalinienne, Germain. N'ayant pu faire la preuve des colonnismes de son adversaire, ce dernier se fit copieusement humilier.

La réaction de Bardin fut tout autre. Il fut convoqué par Montell à l'assemblée générale de la B.C. 3, devant tout le personnel de l'usine. Minet n'est pas l'auteur de ces accusations. Il se fit remplir d'un bulletin de la section stalinienne, Germain. N'ayant pu faire la preuve des colonnismes de son adversaire, ce dernier se fit copieusement humilier.

La réaction de Bardin fut tout autre. Il fut convoqué par Montell à l'assemblée générale de la B.C. 3, devant tout le personnel de l'usine. Minet n'est pas l'auteur de ces accusations. Il se fit remplir d'un bulletin de la section stalinienne, Germain. N'ayant pu faire la preuve des colonnismes de son adversaire, ce dernier se fit copieusement humilier.

La réaction de Bardin fut tout autre. Il fut convoqué par Montell à l'assemblée générale de la B.C. 3, devant tout le personnel de l'usine. Minet n'est pas l'auteur de ces accusations. Il se fit remplir d'un bulletin de la section stalinienne, Germain. N'ayant pu faire la preuve des colonnismes de son adversaire, ce dernier se fit copieusement humilier.

La réaction de Bardin fut tout autre. Il fut convoqué par Montell à l'assemblée générale de la B.C. 3, devant tout le personnel de l'usine. Minet n'est pas l'auteur de ces accusations. Il se fit remplir d'un bulletin de la section stalinienne, Germain. N'ayant pu faire la preuve des colonnismes de son adversaire, ce dernier se fit copieusement humilier.

La réaction de Bardin fut tout autre. Il fut convoqué par Montell à l'assemblée générale de la B.C. 3, devant tout le personnel de l'usine. Minet n'est pas l'auteur de ces accusations. Il se fit remplir d'un bulletin de la section stalinienne, Germain. N'ayant pu faire la preuve des colonnismes de son adversaire, ce dernier se fit copieusement humilier.

# LES COLONIALISTES S'ACHARENT CONTRE LES VIETNAMIENS EN FRANCE

Nous avons reçu des travailleurs vietnamiens de Bergerac, de Saint-Louis, de Figeac, de Frivars, de Toulouse et de Villefranche-sur-Saône, des résolutions adressées aux pouvoirs publics. Ils protestent contre les traitements destinés à entraver leurs camarades travailleurs, cantonnés dans le Midi, à reprendre du service dans l'armée française pour lutter contre les mouvements d'émancipation coloniale.

Actuellement — nous écrivons — 250 travailleurs internés à Caylus sont considérés comme prisonniers de guerre. Ils sont obligés de travailler douze heures par jour et n'ont pas le droit de correspondre avec leurs camarades d'autres camps.

Notre camarade Paget, ouvrier mineur, syndiqué C.G.T., a recueilli 134 voix, sur 480 votants, soit 28 % des suffrages.

Dans l'attente de la liberté de communication, de correspondance, de monter le drapeau vietnamien dans les camps.

3. La libération des travailleurs prisonniers et déportés politiques en France et en Afrique du Nord.

Notre camarade Jean-René Chauvin, membre du bureau politique du P.C.I. qui se trouvait à Decazeville, a porté la contradiction à Ramadier le 17, devant 4.000 personnes. Ce fut un franc succès pour notre parti et pour notre programme de regroupement révolutionnaire.

Notre camarade Jean-René Chauvin n'avait pas ménagé ses critiques révolutionnaires.

Alba (Ardèche) : les staliens s'allient avec le M.R.P. et le P.R.L.

Malgré ses déclarations sonores, le P.C. n'a reculé devant le soutien de la réaction colonialiste, dans sa politique de collaboration de classe.

Alba (Ardèche), le secrétaire de la cellule locale, Chassignand

LES COLONIALISTES S'ACHARENT CONTRE LES VIETNAMIENS EN FRANCE

Nous avons reçu des travailleurs vietnamiens de Bergerac, de Saint-Louis, de Figeac, de Frivars, de Toulouse et de Villefranche-sur-Saône, des résolutions adressées aux pouvoirs publics. Ils protestent contre les traitements destinés à entraver leurs camarades travailleurs, cantonnés dans le Midi, à reprendre du service dans l'armée française pour lutter contre les mouvements d'émancipation coloniale.

Actuellement — nous écrivons — 250 travailleurs internés à Caylus sont considérés comme prisonniers de guerre. Ils sont obligés de travailler douze heures par jour et n'ont pas le droit de correspondre avec leurs camarades d'autres camps.

Notre camarade Paget, ouvrier mineur, syndiqué C.G.T., a recueilli 134 voix, sur 480 votants, soit 28 % des suffrages.

Dans l'attente de la liberté de communication, de correspondance, de monter le drapeau vietnamien dans les camps.

3. La libération des travailleurs prisonniers et déportés politiques en France et en Afrique du Nord.

Notre camarade Jean-René Chauvin, membre du bureau politique du P.C.I. qui se trouvait à Decazeville, a porté la contradiction à Ramadier le 17, devant 4.000 personnes. Ce fut un franc succès pour notre parti et pour notre programme de regroupement révolutionnaire.

Notre camarade Jean-René Chauvin n'avait pas ménagé ses critiques révolutionnaires.

Alba (Ardèche) : les staliens s'allient avec le M.R.P. et le P.R.L.

Malgré ses déclarations sonores, le P.C. n'a reculé devant le soutien de la réaction colonialiste, dans sa politique de collaboration de classe.

Alba (Ardèche), le secrétaire de la cellule locale, Chassignand

LES COLONIALISTES S'ACHARENT CONTRE LES VIETNAMIENS EN FRANCE

Nous avons reçu des travailleurs vietnamiens de Bergerac, de Saint-Louis, de Figeac, de Frivars, de Toulouse et de Villefranche-sur-Saône, des résolutions adressées aux pouvoirs publics. Ils protestent contre les traitements destinés à entraver leurs camarades travailleurs, cantonnés dans le Midi, à reprendre du service dans l'armée française pour lutter contre les mouvements d'émancipation coloniale.

Actuellement — nous écrivons — 250 travailleurs internés à Caylus sont considérés comme prisonniers de guerre. Ils sont obligés de travailler douze heures par jour et n'ont pas le droit de correspondre avec leurs camarades d'autres camps.

Notre camarade Paget, ouvrier mineur, syndiqué C.G.T., a recueilli 134 voix, sur 480 votants, soit 28 % des suffrages.

Dans l'attente de la liberté de communication, de correspondance, de monter le drapeau vietnamien dans les camps.

3. La libération des travailleurs prisonniers et déportés politiques en France et en Afrique du Nord.

Notre camarade Jean-René Chauvin, membre du bureau politique du P.C.I. qui se trouvait à Decazeville, a porté la contradiction à Ramadier le 17, devant 4.000 personnes. Ce fut un franc succès pour notre parti et pour notre programme de regroupement révolutionnaire.

Notre camarade Jean-René Chauvin n'avait pas ménagé ses critiques révolutionnaires.

Alba (Ardèche) : les staliens s'allient avec le M.R.P. et le P.R.L.

Malgré ses déclarations sonores, le P.C. n'a reculé devant le soutien de la réaction colonialiste, dans sa politique de collaboration de classe.

Alba (Ardèche), le secrétaire de la cellule locale, Chassignand

LES COLONIALISTES S'ACHARENT CONTRE LES VIETNAMIENS EN FRANCE

Nous avons reçu des travailleurs vietnamiens de Bergerac, de Saint-Louis, de Figeac, de Frivars, de Toulouse et de Villefranche-sur-Saône, des résolutions adressées aux pouvoirs publics. Ils protestent contre les traitements destinés à entraver leurs camarades travailleurs, cantonnés dans le Midi, à reprendre du service dans l'armée française pour lutter contre les mouvements d'émancipation coloniale.

Actuellement — nous écrivons — 250 travailleurs internés à Caylus sont considérés comme prisonniers de guerre. Ils sont obligés de travailler douze heures par jour et n'ont pas le droit de correspondre avec leurs camarades d'autres camps.

Notre camarade Paget, ouvrier mineur, syndiqué C.G.T., a recueilli 134 voix, sur 480 votants, soit 28 % des suffrages.

Dans l'attente de la liberté de communication, de correspondance, de monter le drapeau vietnamien dans les camps.

3. La libération des travailleurs prisonniers et déportés politiques en France et en Afrique du Nord.

Notre camarade Jean-René Chauvin, membre du bureau politique du P.C.I. qui se trouvait à Decazeville, a porté la contradiction à Ramadier le 17, devant 4.000 personnes. Ce fut un franc succès pour notre parti et pour notre programme de regroupement révolutionnaire.

# Prenant la relève du « Pilon » « L'Époque » réclame le « numerus clausus » L'ATTISEMISME cri de guerre de la réaction

Certes, la presse réactionnaire ne peut encore se payer le luxe de manger ouvertement du jui, car les confères qui l'ont précédée dans cette besogne sont un peu gênants. Le souvenir de « Le suis parlant » et du « Pilon » est encore trop vivace. C'est pourquoi l'attisme, arme traditionnelle de la réaction, n'est utilisée actuellement que d'une manière insidieuse. Lors du drame de l'Exodus, « L'Époque » trouva indécemment l'on pleure sur les rescapés de fours crématoires lorsque tant d'authentiques et valeureux Français moisissent encore à Fresnes.

Mais l'attisme torcheur réactionnaire bien sûr ne s'est arrêté là. Il s'est livré aussi à des astuces sur le nom d'un réacteur de « Franc-Tireur » Jean-Maurice Hiermann dont la consonance révèle des origines impures. Enfin « L'Époque » a osé tenter la parodie d'une enquête sur la médecine française, en évaluant par les méthodes barbares de nous faire savoir que le corps médical est autogéré par les

librairies de Saint-Germain-des-Près. Mais qu'on ne se trompe pas, la loi de la politique amènera le R.P.F. à reprendre les arguments des Strohicher et des Gabels. Tout ce que Paris compte d'attismes sera rangé déjà sous la bannière du général. Ce beau monde comprend que les déplacements antijuifs seraient mal accueillis deux ans après l'extinction des fours crématoires, mais on attend l'heure. Et puis, devant la révolte grandissante des petites gens expulsés par la vie chère et la saignée gouvernementale, comme il sera facile de faire du « Besarabisme » on du petit tailleur juif. Cette tactique, qui consiste à détourner la colère du peuple des vrais responsables, est vieille comme l'injustice sociale elle-même. La bourgeoisie ne peut se passer de l'attisme, qui va de pair avec le nationalisme.

Mais il n'est pas possible de passer sous silence le rôle de curé qui, on apporte de l'eau au moulin du racisme. Ceux qui ont semé le chauvinisme dans les rangs ouvriers, qui ont annexé Jeanne d'Arc, chanté le drapeau et l'Empire et embouché la trompette de Déroulède, ont rendu la propagande raciste plus efficace. Celui qui sème le chauvinisme récolte l'attisme et la xénophobie, car tous deux sont les flottes classiques de la réaction.

R. VALENSI.

## LA VIE DU PARTI

C'est à Paris, 27, rue Jean-Dolent (14<sup>e</sup> arrondissement) que se tiendra les 8, 9, 10 et 11 novembre prochain, le 1<sup>er</sup> Congrès national du Parti Communiste Internationaliste (Section française de la IV<sup>e</sup> Internationale).

Métro : Saint-Jacques et Denfert-Rochereau.

La première séance du nouveau stage de l'École du militant aura lieu au siège central, vendredi 10 octobre à 20 h. 30.

Tous les stagiaires et les militants révolutionnaires sont encouragés à participer à l'école sont convoqués.

En Algérie : triomphe du parti du Peuple algérien.

Beaurieux (Aisne) : succès des socialistes révolutionnaires.

Chavigny (M.-et-M.) : 28 0/0 des voix au P.C.I.

Notre camarade Paget, ouvrier mineur, syndiqué C.G.T., a recueilli 134 voix, sur 480 votants, soit 28 % des suffrages.

Dans l'attente de la liberté de communication, de correspondance, de monter le drapeau vietnamien dans les camps.

3. La libération des travailleurs prisonniers et déportés politiques en France et en Afrique du Nord.

Notre camarade Jean-René Chauvin, membre du bureau politique du P.C.I. qui se trouvait à Decazeville, a porté la contradiction à Ramadier le 17, devant 4.000 personnes. Ce fut un franc succès pour notre parti et pour notre programme de regroupement révolutionnaire.

Notre camarade Jean-René Chauvin n'avait pas ménagé ses critiques révolutionnaires.

Alba (Ardèche) : les staliens s'allient avec le M.R.P. et le P.R.L.

Malgré ses déclarations sonores, le P.C. n'a reculé devant le soutien de la réaction colonialiste, dans sa politique de collaboration de classe.

Alba (Ardèche), le secrétaire de la cellule locale, Chassignand

LES COLONIALISTES S'ACHARENT CONTRE LES VIETNAMIENS EN FRANCE

Nous avons reçu des travailleurs vietnamiens de Bergerac, de Saint-Louis, de Figeac, de Frivars, de Toulouse et de Villefranche-sur-Saône, des résolutions adressées aux pouvoirs publics. Ils protestent contre les traitements destinés à entraver leurs camarades travailleurs, cantonnés dans le Midi, à reprendre du service dans l'armée française pour lutter contre les mouvements d'ém